

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MIZUHO BANK LTD

(Succursale)

Montant de la dotation : 100 000 000 €

Siège social : 1-5-5 Otemachi, Chyoda-Ku, TOKYO JAPAN

Adresse de la succursale en France : 40, rue Washington – 75008 PARIS

326 594 660 R.C.S. Paris

I. – Bilan publiable au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, banques centrales, C.C.P.	Note 3	83 947	143 557
Créances sur les établissements de crédit	Note 4	5 425 004	5 699 645
Opérations avec la clientèle	Note 5 et 6	2 712 869	3 449 380
Obligations et autres titres à revenu fixe	Note 7	100 207	100 106
Autres titres détenus à long terme		34	33
Immobilisations incorporelles	Note 10	308	396
Immobilisations corporelles	Note 10	2 356	2 826
Autres actifs	Note 8	764	692
Comptes de régularisation	Note 9	3 680	3 784
Total de l'actif		8 329 169	9 400 419

Passif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Dettes envers les établissements de crédit	Note 11	4 550 645	3 794 948
Opérations avec la clientèle	Note 12	3 630 863	5 453 441
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	Note 13	1 445	3 516
Comptes de régularisation	Note 14	12 236	9 839
Provisions	Note 15	12 260	2 343
Capital souscrit	Note 2	100 000	100 000
Report à nouveau	Note 2	0	0
Résultat de l'exercice		21 720	36 332
Total du passif		8 329 169	9 400 419

Hors-bilan	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés			
Engagements de financement	Note 18	6 513 792	7 175 747
Engagements de garantie	Note 18	609 597	874 665
Engagements reçus			
Engagements de financement	Note 18	1 965 000	1 965 000
Engagements de garantie	Note 18	253 526	254 813

II. – Compte de résultat publiable au 31 décembre 2023

(En milliers d'euros.)	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés	Note 21	348 691	89 886
Intérêts et charges assimilés	Note 21	-294 920	-44 565
Commissions (produits)	Note 22	16 722	12 968
Commissions (charges)	Note 22	-1 217	-271
Gains /pertes sur portefeuille négociation	Note 23	2 347	2 805
Autres produits d'exploitation bancaire	Note 24	257	199
Autres charges d'exploitation bancaire	Note 25	-1 775	-189
Produit net bancaire		70 105	60 833
Charges générales d'exploitation	Note 26	-16 675	-12 793

Dotation aux amortissements sur immobilisations		-646	-691
Résultat brut d'exploitation		52 784	47 350
Coût du risque	Note 27	-18 169	926
Résultat d'exploitation		34 615	48 276
Gains/pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôts		34 615	48 276
Résultat exceptionnel		0	2
Impôt sur les bénéfices		-12 895	-11 946
Résultat de l'exercice		21 720	36 332

III. — Notes annexes aux comptes individuels

Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1. – Règles et méthodes comptables

a) Principales règles d'évaluation et de présentation des états financiers :

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les comptes annuels comprennent le bilan, le hors-bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Les textes ont été appliqués dans le respect de la prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes et indépendance des exercices.

b) Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables en 2023.

c) Conversion des opérations en devises :

Les comptes de bilan et hors-bilan libellés en devises sont convertis en euros au cours en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges enregistrés en monnaies étrangères sont convertis en euros tous les mois au cours de la Banque Centrale Européenne.

Les positions de change comptant et à terme sont réévaluées tous les mois.

Le résultat de change correspondant est comptabilisé en compte de résultat.

Les gains et pertes latentes sur les opérations de change à terme sont comptabilisés tous les mois respectivement à l'actif et au passif en compte de régularisation.

d) Opérations à terme sur instruments financiers :

Les opérations de couverture (échanges de taux d'intérêt, accords de taux futurs...) sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur montant nominal.

La Succursale ne dispose pas d'opérations de macro-couverture et n'a pas d'activité de trading.

Les charges et les produits sur les instruments financiers utilisés à titre de micro-couverture sont comptabilisés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des charges et des produits sur les éléments couverts.

Les charges et les produits sur les instruments financiers résultant de positions ouvertes isolées sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Si la valeur de marché de ces instruments financiers génère une perte latente, cette perte sera provisionnée. Le gain latent n'est pas comptabilisé.

e) Opérations Interbancaires :

En l'absence de position de l'ANC relative à la comptabilisation des opérations à taux négatifs en comptabilité sociale, celles-ci ont été présentées en déduction des produits lorsqu'il s'agit d'intérêts sur prêts, ou en déduction des charges lorsqu'il s'agit d'intérêts sur emprunts.

f) Crédits à la clientèle et dépréciations :

Les crédits accordés sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances sont enregistrées en impayés ou en douteux lorsqu'il existe un moratoire de paiement ou un ou plusieurs impayés depuis 3 mois au moins, si la situation de la contrepartie présente une situation financière dégradée se traduisant par un risque de non-recouvrement ou s'il existe des procédures contentieuses entre la succursale et sa contrepartie.

Conformément à la règle de contagion, la totalité des encours et des engagements relatifs à une contrepartie considérée comme douteuse du fait d'une situation financière dégradée ou de procédures contentieuses est automatiquement considérée comme douteuse.

Au-delà d'un an, s'il apparaît qu'aucun reclassement d'un encours douteux en encours sain n'est prévisible du fait des conditions de solvabilité de la contrepartie, les encours douteux sont alors déclassés en encours douteux compromis.

Dès lors qu'un encours est douteux ou fait apparaître une perte probable, celle-ci est prise en compte au moyen d'une dépréciation enregistrée en déduction de cet encours.

L'encours net est égal au plus bas de la valeur de marché ou de la valeur actualisée des flux attendus au titre du remboursement du principal, des intérêts et de la valeur nette des garanties.

Les risques pays font l'objet de provisions déterminées conformément à la pratique généralement admise en France. Les provisions pour risques-pays s'appliquent à l'ensemble des risques situés dans les pays ayant obtenu ou sollicité un rééchelonnement de leur dette ou ayant interrompu tout paiement au titre de leur endettement.

Les taux appliqués sont ceux communiqués par l'administration fiscale.

Les commissions reçues lors de l'achat de crédits sur le marché secondaire font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante du crédit.

Les commissions de participation reçues au moment de l'octroi d'un crédit sont étalées de manière linéaire sur la durée de vie effective du crédit conformément à la réglementation.

Les commissions d'arrangement sont enregistrées directement en résultat.

g) Portefeuille - Titres :

La Succursale détient des parts d'un fonds commun de titrisation.

Les titres de placement sont enregistrés au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition et hors intérêts courus non échus à cette date.

Les plus-values latentes éventuelles par rapport à la valeur de marché (ou la valeur d'usage dans le cas de titres non cotés) ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes sont provisionnées.

h) Immobilisations :

La succursale applique les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée estimée d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont enregistrées en charges générales d'exploitation.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Agencements, matériel et mobilier de bureau : 5 et 10 ans en linéaire
- Matériel de transport : 5 ans en linéaire
- Matériel informatique : 5 ans en dégressif
- Logiciels : 5 ans en linéaire

i) Retraites :

Les pensions de retraites dues au titre de divers régimes obligatoires en France sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels la succursale et les salariés versent régulièrement des cotisations.

Par ailleurs, les engagements relatifs au personnel détaché par le siège social sont assumés par ce dernier moyennant une cotisation annuelle.

L'ensemble de ces cotisations est comptabilisé sur l'exercice au titre duquel elles sont dues.

La succursale n'a plus d'engagement résiduel vis à vis du CRPB.

Il n'existe pas d'autres engagements significatifs à la charge de la succursale en la matière.

La succursale ne provisionne pas les indemnités de fin de carrière dont le montant s'élève à 116 801 € au 31 décembre 2023 calculé conformément à la convention collective des banques.

j) Provisions :

La succursale applique le règlement ANC 2014-07.

k) Impôts sur les bénéfices :

La charge d'impôt représente l'impôt exigible au titre de l'exercice, aucune imposition différée n'est prise en compte.

Note 2. – Capitaux propres

a) MIZUHO BANK, succursale de Paris, est une implantation en France de MIZUHO BANK LTD, société de droit japonais. Le capital de la succursale est constitué d'une dotation accordée par le siège social et non rémunérée.

b) Les mouvements des capitaux propres peuvent être résumés comme suit :

	Capitaux propres
Dotation en capital au 31 décembre 2022	100 000
Augmentation de la dotation RAN	36 332
Transfert du RAN au siège	-36 332
Résultat de l'exercice	21 720
Solde au 31 décembre 2023	121 720

c) Le résultat de l'exercice sera intégralement transféré au siège social de la succursale.

Note 3. – Caisse, Banques centrales et CCP

	31/12/2023	31/12/2022
Caisse	0	0
Banques Centrales	83 947	143 557
CCP	0	0
Créances rattachées	0	0
Total	83 947	143 557

Note 4. – Créances sur les établissements de crédit

Les créances interbancaires (y compris les créances rattachées) se répartissent comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Créances à vue	3 843 404	1 998 142
Créances à terme	1 581 601	3 701 503
Total	5 425 004	5 699 645

La durée restant à courir sur les créances interbancaires (y compris les créances rattachées) se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	4 579 043	5 355 361
De 3 mois à 1 an	184 081	56 768
De 1 an à 5 ans	661 881	287 517
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	5 425 004	5 699 646
Dont avec sociétés liées	2 771 334	3 377 354
Dont créances rattachées	15 945	4 729

Note 5. – Opérations avec la clientèle (Actif)

Les opérations sur la clientèle (y compris les créances rattachées) se répartissent comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Créances commerciales	111 592	160 303
Autres concours à la clientèle	2 580 304	3 248 687
Comptes ordinaires débiteurs	11 454	7 730
Créances douteuses (nettes)	9 519	32 660
Total	2 712 869	3 449 380

	31/12/2023	31/12/2022
Créances éligibles au refinancement	1 496 890	1 892 201
Créances non-éligibles	1 215 979	1 557 179
Total	2 712 869	3 449 380

La durée restant à courir sur les concours à la clientèle (y compris les créances rattachées) se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	420 138	763 648
De 3 mois à 1 an	121 826	171 243
De 1 an à 5 ans	2 096 295	2 404 849
Supérieur à 5 ans	74 610	109 640
Total	2 712 869	3 449 380
Dont avec sociétés liées	0	0
Dont créances rattachées (hors douteux)	7 241	6 577

La ventilation par secteur géographique se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
France	2 355 182	3 138 248
Autres pays de l'E.E.E	148 570	203 811
Autres pays d'Europe	0	0
Amérique du Nord	59 135	0
Amérique Latine	149 982	107 321
Afrique-Moyen Orient	0	0
Japon	0	0
Autres pays d'Asie	0	0
Total	2 712 869	3 449 380

La ventilation par secteur économique se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	30 622	171 791
Activités d'ingénierie	37 321	62 957
Activités de location et location-bail	0	6 731
Activités des services financiers	63 756	8 752
Activités immobilières	302 457	253 783
Administration publique	0	0
Autres industries manufacturières	50	7 104
Cokefaction et raffinage	0	0
Collecte, Traitement des déchets	14 732	29 074
Commerce de détail	0	0
Commerce de gros	114 896	126 988
Commerce et réparation d'automobiles	192 470	297 028
Culture et production animale	0	0
Entreposage et services auxiliaires des transports	98 901	138 831
Extraction d'hydrocarbures	149 982	107 321
Fabrication d'autres produits minéraux	0	0
Fabrication d'autres matériels de transport	65 026	259 259
Fabrication de machines et équipements	8 087	118 662
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	14 130	13 977
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	2 907	4 053
Fabrication de produits métalliques	4 224	3 012
Génie civil	0	0
Industrie automobile	175 400	170 406
Industrie chimique	120 593	153 996
Industrie de l'habillement	0	0
Industrie pharmaceutique	14 442	31 859
Industries alimentaires	424 047	436 050
Métallurgie	4 013	4 023
Production et distribution d'électricité	756 886	1 040 677
Publicité et études de marché	0	0
Restauration	0	19
Services d'information	8 662	3 027
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	50 128	0
Télécommunications	0	0
Transports terrestres	59 135	0
Autres non détaillées	2	0
Total	2 712 869	3 449 380

Note 6. – Risque de crédit

La ventilation des encours de crédit (y compris les créances rattachées) est la suivante :

	31/12/2023	31/12/2022
Encours sains	2 703 350	3 416 720
Encours restructurés	0	0
Encours douteux	22 808	36 162
Encours douteux compromis	0	0
Dépréciations	-13 289	-3 502
Total	2 712 869	3 449 380

La ventilation par secteur géographique des encours douteux et compromis bruts (y compris intérêts courus) se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
France	19 780	36 162
Pays-Bas	3 028	0
Total	22 808	36 162

La ventilation par secteur économique des encours douteux et compromis bruts (y compris intérêts courus) se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Commerce de gros	352	702
Commerce et réparation d'automobiles	0	30 100
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	505	0
Industrie chimique	0	503
Industrie pharmaceutique	21 951	4 756
Autres industries manufacturières	0	100
Total	22 808	36 162

La variation des dépréciations sur créances se présente comme suit :

	31/12/2022	Dotations	Reprises	Reclassement	31/12/2023
Encours sain	0	0	0	0	0
Encours douteux	3 502	13 289	3 502	0	13 289
Encours douteux compromis	0	0	0	0	0
Total	3 502	13 289	3 502	0	13 289

Note 7. – Portefeuille - titres

Le portefeuille est intégralement composé de Titres de Placement.

	31/12/2023	31/12/2022
Obligations cotées	0	0
Obligations non cotées	0	0
Fonds Commun de Titrisation	100 000	100 000
Créances rattachées	207	106
Dépréciations	0	0
Total	100 207	100 106

Note 8. – Autres actifs

	31/12/2023	31/12/2022
TVA	-15	-27
Autres impôts - acomptes versés	0	0
Fonds de Garantie des Dépôts	494	458
Dépôts de garantie	259	250
Autres	26	11
Total	764	692

Note 9. – Comptes de régularisation actif

	31/12/2023	31/12/2022
Charges constatées d'avance	152	544
Intérêts à recevoir sur swaps de taux	592	589
Commissions à recevoir	2 009	1 879
Compte d'ajustement devises	878	767
Autres Produits à recevoir	49	5
Autres	0	0
Total	3 680	3 784

Note 10. – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2022	Acquisitions	Dotation	Cessions/ virement de poste	31/12/2023
Valeur Brute					
Logiciels	1 607	44		0	1 651
Immobilisations en cours	0	35		0	35
Amortissements					
Logiciels	1 211		167	0	1 378
Net	396	79	-167	0	308

Les immobilisations corporelles se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2022	Acquisitions	Dotation	Cessions/ virement de poste	31/12/2023
Valeur Brute					
Agencements et installations	4 248	0		0	4 248
Matériel de transport	0	0		0	0
Autres mobilier et matériel	969	9		0	978
Immobilisations en cours	0	0		0	0
Sous-total valeur brute	5 217	9	0	0	5 226
Amortissements					
Agencements et installations	1 666		413	0	2 080
Matériel de transport	0		0	0	0
Autres mobilier et matériel	724		66	0	790
Sous-total amortissements	2 391		479	0	2 870
Net	2 826	9	(479)	0	2 356

Note 11. – Dettes sur les établissements de crédit

La durée restant à courir sur les dettes interbancaires (y compris dettes rattachées) se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	4 436 574	3 500 366
De 3 mois à 1 an	112 340	292 660
De 1 an à 5 ans	1 731	1 922
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	4 550 644	3 794 948
Dont avec sociétés liées	4 496 540	3 794 948
Dont dettes rattachées	8 406	4 822

Note 12. – Opérations avec la clientèle (Passif)

Les opérations avec la clientèle se répartissent comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0
Dettes à vue	2 840 864	5 031 757
Dettes à terme	789 999	421 684
Total	3 630 863	5 453 441

La durée restant à courir sur comptes créditeurs de la clientèle (y compris dettes rattachées) se répartit comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Moins de 3 mois	3 528 959	5 447 704
De 3 mois à 1 an	101 904	5 737
De 1 an à 5 ans	0	0
Supérieur à 5 ans	0	0
Total	3 630 863	5 453 441
Dont avec sociétés liées	0	0
Dont dettes rattachées	9 676	3 637

Note 13. – Dettes représentées par un titre

	31/12/2023	31/12/2022
TVA	8	9
Autres Impôts (y compris Impôts sociétés)	758	2 751
Organismes sociaux et dus au personnel	241	365
Provision congés payés	424	378
Participation	0	0
Autres	14	13
Total	1 445	3 516

Note 14. – Comptes de régularisation passif

	31/12/2023	31/12/2022
Commissions de participation constatées d'avance	4 568	6 438
Autres produits constatés d'avance	545	397
Intérêts à payer sur swaps de taux	3 118	717
Commissions à payer	210	0
Compte d'ajustement devises	847	728
Autres charges à payer	2 948	1 559
Total	12 236	9 839

Note 15. – Provisions

	31/12/2022	Dotations	Reprises	Effet change	31/12/2023
Provision pour risques pays	2 343	1 046	0	0	3 389
Provision pour risques divers	0	8 871	0	0	8 871
Total	2 343	9 917	0	0	12 260

Note 16. – Bilan en devises

La répartition en devises du bilan est la suivante :

	31/12/2023	31/12/2022
- euros	5 641 921	5 736 745
- Devises	2 687 248	3 663 674
Total	8 329 169	9 400 419
Pourcentage en devises	32 %	39 %

Note 17. – Engagements donnés et reçus

	31/12/2023	31/12/2022
Engagements de financement donnés		
Ouverture de crédits confirmés	245 500	210 500
En faveur d'établissements de crédit	245 500	210 500
Acceptations à payer	0	0
Ouverture de crédits documentaires	0	0
Ouverture de crédits confirmés	6 255 714	6 953 885
Autres engagements	12 578	11 362
En faveur de la clientèle	6 268 292	6 965 247
Total engagements financements donnés	6 513 792	7 175 747
Engagements de garantie donnés		
Autres garanties	35 236	106 208
D'ordre d'établissements de crédit	35 236	106 208
Cautions immobilières	6 027	5 822
Cautions fiscales	252 492	253 101
Garanties financières	315 842	509 534
Garanties de remboursement de crédits	0	0
Autres garanties	0	0
D'ordre de la clientèle	574 361	768 457
Total engagements de garantie donnés	609 597	874 665
Engagements de financement reçus		
Accord de refinancement du siège	1 765 000	1 765 000
Accord de refinancement (autres HG)	200 000	200 000
D'établissements de crédit	1 965 000	1 965 000
Engagements de garantie reçus		
Contre garanties sur crédits distribués	253 526	254 813
D'établissements de crédit	253 526	254 813

Note 18. – Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme non dénoués s'analysent comme suit :

	31/12/2023	31/12/2022
Change à recevoir		
Euros à recevoir	61 305	23 236
Devises à recevoir	65 773	22 955
Total	127 078	46 191
Dont avec sociétés liées	63 777	23 211
Change à livrer		
Euros à livrer	61 274	23 259
Devises à livrer	65 773	22 900
Total	127 047	46 159
Dont avec sociétés liées	63 280	23 497

Note 19. – Opérations à terme sur instruments financiers

Les montants notionnels des contrats non dénoués représentent les montants suivants :

	31/12/2023	31/12/2022
Swaps de taux (IRS) de micro-couverture sur marchés de gré à gré		
Emprunteur taux fixe (Prêteur taux variable)	534 913	567 130
Emprunteur taux variable (Prêteur taux variable)	0	0
Emprunteur taux variable (Prêteur taux fixe)	0	0
Autres Swaps de taux (IRS) sur marchés de gré à gré		

Emprunteur taux variable (Prêteur taux fixe)	0	0
Total	534 913	567 130
Dont avec sociétés liées	534 913	567 130
Par durée résiduelle		
Moins de 1 an	103 833	146 291
De 1 à 5 ans	404 794	383 646
Supérieur à 5 ans	26 286	37 193
Total	534 913	567 130

La valeur de marché des swaps de taux de microcouverture au 31 décembre 2023 est de 6 534 K€.

Note 20. – Produits et charges d'intérêts

	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés		
Sur Opérations interbancaires	195 533	39 196
Sur Opérations clientèle	149 490	50 153
Sur Obligations et titres à revenu fixe	3 668	537
Total	348 691	89 886

	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et charges assimilés		
Sur Opérations interbancaires	208 092	11 062
Sur Opérations clientèle	86 828	33 503
Sur Titres à revenu fixe	0	0
Total	294 920	44 565

Note 21. – Commissions

	31/12/2023	31/12/2022
Produits		
Sur Opérations interbancaires	5	6
Sur Opérations clientèle	16 717	12 962
Sur Obligations et titres à revenu fixe	0	0
Total	16 722	12 968

	31/12/2023	31/12/2022
Charges		
Sur Opérations interbancaires	210	207
Sur Opérations clientèle	1 007	64
Sur Obligations et titres à revenu fixe	0	0
Total	1 217	271

Note 22. – Gains/Pertes sur portefeuille de négociation

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat de change	2 347	2 806
Résultat sur swaps de taux	0	0
Total	2 347	2 806

Note 23. – Autres produits d'exploitation bancaire

	31/12/2023	31/12/2022
Produits refacturés	187	134
Produits de banque à distance	70	65
Produits pooling assurance groupe	0	0
Rémunération Fonds de Garantie des Dépôts	0	0
Autres	0	0
Total	257	199

Note 24. – Autres charges d'exploitation bancaire

	31/12/2023	31/12/2022
Produits rétrocédés	40	82
Ventes d'actifs sur le marché secondaire	1 554	13
Cotisation Fonds de Garantie des Dépôts	85	94
Autres	96	0
Total	1 775	189

Note 25. – Charges générales d'exploitation

	31/12/2023	31/12/2022
Frais de personnel	7 171	5 750
Autres frais administratifs	9 504	7 043
Total	16 675	12 793

Les frais de personnel se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et traitements	4 649	3 408
Charges de retraite	467	424
Autres charges sociales	1 521	1 422
Participation des salariés	0	-0
Impôts et taxes sur rémunérations	534	496
Total	7 171	5 750

Les autres frais administratifs se décomposent de la manière suivante :

	31/12/2023	31/12/2022
Autres impôts et taxes	1 004	845
Location	1 377	1 324
Autres frais administratifs	7 123	4 874
Total	9 504	7 043

Note 26. – Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élèvent à (montant HT) :

	Deloitte & Associés	Mazars
Certification des comptes annuels	40	38

Note 27. – Coût du risque

	31/12/2023	31/12/2022
Créances clientèle		
Dotation	-13 289	-134
Reprise	3 501	46
Perte sur engagement HB cédé	0	-409
Provisions pour risques		
Dotation	-8 381	-2 343
Reprise	0	3 765
Récupération sur créances amorties	0	1
Total	-18 169	926

Note 28. – Impôt sur les sociétés

	31/12/2023	31/12/2022
Ventilation de la charge d'impôt		
Impôt du au titre de l'exercice	12 895	11 946
Dont impôt au titre du résultat courant	12 895	11 946
Dont impôt au titre du résultat exceptionnel	0	0
Impôt du au titre des exercices antérieurs	0	0
Total	12 895	11 946

La succursale a bénéficié d'un crédit d'impôt de 3.300,00 €.

Le taux effectif d'imposition au titre de l'exercice 2023 ressort à 25.77 % (25.77 % en 2022).

Note 29. – Effectif moyen

En 2023, l'effectif moyen est de 47 (47 en 2022)

En 2023, l'effectif moyen est composé de 3 membres de direction, 40 cadres et 4 non-cadres.

Note 30. – Montant des rémunérations des dirigeants et professionnels de marché

Le montant global des rémunérations directes et indirectes perçues par les dirigeants de la succursale au cours de l'exercice s'élève à : 664 320 €.

Il ne leur a été consenti ni avances ni engagements.

La politique de rémunération de la succursale s'inscrit dans le cadre des procédures de Mizuho Bank, Ltd dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article 104 de l'arrêté du 3 novembre 2014, la succursale a constitué un Comité des rémunérations en charge de la gouvernance relative aux rémunérations et avantages de la direction et des preneurs de risques.

Aucune rémunération supérieure ou égale à 1 million d'euros n'a été versée au cours de l'exercice 2023.

Les informations relatives à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 sont présentées dans le rapport sur le contrôle interne et transmises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Toutefois, celles-ci ne sont pas publiées.

Note 31. – Risques environnementaux

La succursale n'est pas exposée aux risques environnementaux.

Note 32. – Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

La succursale ne possède aucune implantation directe ou indirecte dans un état n'ayant pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Note 33. – Implantation par pays

La succursale ne possède aucune implantation dans un pays autre que la France.

Note 34. – Evènement post-clôture

Aucun évènement n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice audité.

La succursale n'a aucune exposition sur l'Ukraine ni sur la Russie.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée conformément à l'article L.511-38 du Code Monétaire et Financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la succursale MIZUHO BANK, LTD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Direction Générale et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général de la succursale.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 juin 2024

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Olivier Gatard

Deloitte & Associés
Julien Koscién

IV. — Rapport de gestion

La succursale établit depuis cette année un rapport de gestion toutefois celui-ci n'est pas publié.

Le rapport annuel de Mizuho Financial Group, Inc au 31 mars 2023 est disponible sur internet :

<https://www.mizuhogroup.com/investors/financial-information/annual>